

**Politique étrangère - Politique
migratoire - Etats-Unis - Corée du
Nord - G7 - Iran - Syrie - Yémen
Arabie Saoudite - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "CNews"
(Paris, 13 juin 2018)**

Q - Un monde "cul par-dessus tête et surarmé", et une Europe divisée dans la crise, elle s'amplifie avec l'Aquarius et ses migrants. Vous êtes le bienvenu, Jean-Yves Le Drian, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous sur CNews. L'Espagne va donc accueillir les 629 malheureux exilés et migrants qui sont en route et qui sont en mer depuis plusieurs jours. Votre majorité a apparemment elle-même apparu troublée, et beaucoup pensent que vous avez - vous l'avez entendu - trop tardé à réagir, vous, gouvernement français, comme si vous n'étiez pas assez généreux et embarrassé.

R - Non. Lorsqu'il y a un drame de ce type qui se profile et qui est identifié, il y a des règles qui doivent être respectées, et les règles c'est l'accès d'un bateau en difficulté, dans le port le plus proche et dans le port le plus sûr.

Q - Mais il n'y a pas eu d'hésitation au niveau de l'Elysée, au niveau du gouvernement, à votre niveau ?

R - Pas du tout. La question était de savoir si l'Italie allait respecter les engagements qu'elle doit prendre à cet égard, cela n'a pas été le cas. L'Espagne s'est proposée immédiatement pour le faire et nous nous en réjouissons. Mais ce drame de l'Aquarius nous amène à une réalité beaucoup plus large, aux défis des migrations, aujourd'hui, demain, parce que ce défi là...

Q - Mais on le connaissait déjà, on n'a pas attendu l'Aquarius pour...

R - Il y a depuis quelques années, singulièrement depuis 2011, un accroissement du défi migratoire sur l'Europe, qui s'est manifestée déjà en Allemagne, qui se manifeste par les trafics en Méditerranée orientale, qui se manifeste aussi en Méditerranée occidentale, et ce défi, il va durer.. Ce que nous pouvons constater aujourd'hui, c'est que la réponse qui est apportée à ce défi n'est pas suffisante, la réponse européenne aujourd'hui n'est pas suffisante.

Donc il faut agir. Il faut agir de différentes manières et sortir du statu quo. Le statu quo ne satisfait pas. D'abord, en assurant la sécurité de nos frontières, c'est d'ailleurs pour cette raison que le président de la République a proposé qu'il y ait une police européenne des frontières. Ensuite, en accueillant dignement tous ceux qui sont susceptibles de bénéficier du droit d'asile en Europe, de faire en sorte qu'ils soient accueillis et insérés le mieux possible. Et ensuite, de recueillir ceux qui sont en situation illégale et de les renvoyer dans leur pays, aussi avec humanité.

Tout cela veut dire qu'il faut prendre ce problème en amont et éviter qu'il y ait ces flux, à la fois dans les pays de départ, faire en sorte avec les autorités, singulièrement des pays africains, qu'il y ait un développement économique et une aide au développement qui soit suffisamment significative, c'est ce que nous faisons dans le Sahel, et faire en sorte aussi que dans les pays transit, il y ait les moyens pour identifier ceux qui peuvent prétendre au statut de réfugié, de les faire valider en amont, et ceux qui ne le peuvent pas, de les amener à retourner chez eux, avec l'accompagnement humanitaire et l'accompagnement, le développement économique...

Q - Là vous êtes en train de donner les...

R - C'est ça le sujet.

Q - ...les grandes villes du sommet européen qui va avoir lieu à la fin du mois.

R - C'est ce que va proposer...

Q - Mais là, les types sont en bateau, ils vont arriver en Espagne...

R - Oui, et la France est prête.

Q - Le nouveau gouvernement de Pedro Sanchez, ce gouvernement socialiste fait un bel acte humanitaire, peut-être un beau coup politique aussi, mais est-ce qu'il n'ouvre pas une voie migratoire ? Est-ce que la solution c'est ça ?

R - Non, la solution n'est pas celle-là. Si on trouve des migrants en situation illégale sur des bateaux qui ont eu l'opportunité de les secourir, c'est parce qu'ils sont victimes de trafic. Et il faut aussi, dans cette dynamique-là, lutter contre les passeurs qui utilisent la misère humaine pour faire des profits et qui sont en train, aujourd'hui, de tenir le haut du pavé, d'organiser des trafics et qui sont insupportables pour tous. Cela veut dire, là aussi, punir, identifier les passeurs. Punir, c'est d'ailleurs ce que vient de faire la France en demandant au Conseil de sécurité de mettre des sanctions contre un certain nombre de passeurs identifiés en Libye. C'est un ensemble. Le défi migratoire c'est un enjeu considérable pour l'Europe...

Q - Très bien. Mais qui n'est pas nouveau et qui va peut-être s'amplifier, mais pour lequel il faut des réponses....

R - C'est un ensemble sur lequel, dans les jours qui viennent, le président Macron et la chancelière, lors du sommet qui va se tenir à la fin du mois de juin, vont faire des propositions pour que l'Europe puisse prendre à bras-le-corps cet enjeu de l'amont à l'arrivée des migrants sur le territoire.

Q - D'accord, mais on n'ouvre pas les ports français.

R - Les ports français sont...

Q - La droite et l'extrême droite vous demandent de les fermer. Et la gauche insoumise de les ouvrir.

R - Il y a un devoir de secours lorsqu'un bateau est en difficulté. Quel que soit le bateau, quel que soit l'identification du bateau, quel que soit son pavillon d'origine, quelle que soit sa destination, il y a un devoir de secours qui est prévu par les règles du droit de la mer. Evidemment la France sera au rendez-vous s'il y a besoin.

Q - L'Italie. Comment jugez le nouveau gouvernement d'extrême droite italien, avec Mario Salvini, le ministre de l'intérieur, vice-président du Conseil, qui se réjouit de ce qui s'est passé, parce qu'il a secoué toute l'Europe et qu'il annonce de nouveaux coups, de nouvelles opérations anti-migrants. Qu'est-ce que vous ferez ?

R - La position géographique de l'Italie est telle que c'est en Italie qu'arrivent le plus souvent les migrants venant d'Afrique, singulièrement par la Libye, mais il y a la nécessité de prendre à bras-le-corps l'ensemble de la question migratoire et c'est les propositions que feront le président français et la chancelière allemande au Conseil européen de la fin du mois.

Q - Mais vous avez des réticences de la part de différents pays.

R - Et il faudra partager ce défi.

Q - Le président Macron a dit que les Italiens étaient cyniques et irresponsables, et les Italiens vous ont répondu dans la même soirée : "Arrêtez de faire les hypocrites, parce que vous fermez les yeux sur beaucoup de drames".

R - S'il n'y a pas de collégialité, de coopération en Europe, le défi migratoire sera permanent et on n'arrivera pas à le juguler. Il faut prendre à bras-le-corps l'ensemble, de l'amont jusqu'à l'arrivée, c'est ce que je vous disais tout à l'heure.

Q - Justement, cette incapacité des Européens à avoir jusqu'à présent une politique commune en matière migratoire, qu'a favorisé la montée du populiste dans toute l'Europe et donc il faut faire attention là-dessus.

R - C'est possible, je crois que c'est l'enjeu principal de l'Union européenne dans les années à venir, faire en sorte que le défi migratoire soit pris collectivement, humainement et efficacement, et aujourd'hui on n'est pas au rendez-vous.

Q - C'est ça qui est dur.

R - Oui.

Q - On n'est pas au rendez-vous, dites-vous, les Européens, comme si vous aviez lancé un avertissement ce matin aux Européens. L'opinion mondiale, Jean-Yves Le Drian, observe les images qui viennent du sommet Kim Jong-un - Donald Trump. Et l'opinion n'en croit pas ses yeux. Vous connaissez Trump. Qu'est-ce que vous retenir et qu'est-ce que vous inspire ce sommet inédit ?

R - Ce que je constate, c'est l'espèce de déstabilisation, de désorientation de l'ensemble de la vie internationale en ce moment.

À une journée d'intervalle, on voit le président Trump agresser, d'une certaine manière, le Premier ministre du Canada M. Trudeau, dont il est l'allié historique. On voit le président Trump rompre avec l'ensemble de ses alliés après la réunion du G7 au Québec, et le lendemain quasiment embrasser un dictateur, issu d'une dictature communiste, contre laquelle il se battait ou il se déclarait tout à fait opposé il y a encore quelques jours.

Nous sommes donc dans une situation déstabilisante, qui pourrait se caractériser de la manière suivante : le multilatéralisme, c'est-à-dire la gestion collective de notre bien commun qu'est l'humanité, par des outils de régulation, ce multilatéralisme-là, qui privilégie la coopération, la collaboration aux rapports de force bruts, il est en train de tomber et il est en train de tomber...

Q - ...par la responsabilité, je n'ai pas dit la faute, d'un homme, Donald Trump.

R - ...il était en train de tomber parce que les Etats-Unis, le président Trump évidemment en premier lieu, a décidé de déconstruire progressivement l'ensemble des outils qui, aujourd'hui, constituent le multilatéralisme qui est né après la dernière guerre, pour éviter des retours dramatiques de conflits.

Q - C'est donc une autre époque plus chaotique.

R - C'est une période incertaine, c'est une période à risques. L'Amérique considère que c'est l'Amérique d'abord, c'est Américain first. Nous pensons que développer cette logique-là, cela peut aboutir au fait que c'est l'Amérique seule. Mais le rapport de force est la priorité du président Trump, il joue bilatéralement avec les uns et les autres en faisant valoir uniquement d'abord les intérêts de l'Amérique, en jouant à "qui perd gagne" avec l'ensemble de ses interlocuteurs, en affirmant que, de toute façon, celui qui gagne c'est l'Amérique. Et c'est l'Amérique qui se replie sur elle-même, et qui se replie sous sa forteresse de puissance. C'est une situation qui aboutit à ce qu'il y ait une instabilité et une multiplication des risques dans le monde.

Q - Vous connaissez Donald Trump, vous avez assisté à des conversations, participé à des conversations entre Emmanuel Macron et lui. Il passe pour un président impulsif, inconstant, susceptible, imprévisible, mais est-ce qu'il n'y a pas quand même une volonté cohérente dans ce qu'il est en train de faire ?

R - Je crois qu'il est cohérent dans l'application de ce que je viens de dire, c'est-à-dire la déconstruction de tout ce qui faisait les outils de la vie en communauté au niveau de la planète.

Q - Trump déconstructeur, pour ne pas dire destructeur.

R - C'est-à-dire par exemple renoncer aux accords de Paris, renoncer à la signature américaine dans les accords sur l'Iran. Cela veut dire par exemple renoncer au texte des Nations unies concernant la question du Proche-Orient. Bref, une succession d'actes, qui se termine par la mise en oeuvre de mesures douanières contre ses propres alliés, contre l'Union européenne concernant l'acier et l'aluminium, qui font que cette déstructuration se poursuit avec un repli isolationniste des Américains, sur eux-mêmes.

Q - Vous ne m'avez pas répondu sur la déclaration de Trump.

R - Il est cohérent.

Q - Oui, Trump et Kim Jong-un, leur déclaration promet d'engager la dénucléarisation de la Corée du Nord et de la péninsule. C'est formidable, a dit Trump. Mais est-ce que vous y croyez ? Parce que vous ne donnez pas l'impression d'avoir un enthousiasme démesuré.

R - C'est une avancée incontestable, il vaut mieux s'en réjouir.

Q - D'accord. Mais...

R - À partir du moment où cette Corée du Nord qui menaçait la paix du monde, par l'acquisition à la fois de la capacité balistique et de la capacité nucléaire permettant éventuellement de frapper des pays européens, voire même l'Amérique, que Kim Jong-un décide, au cours de ce sommet, d'engager une dénucléarisation, très bien. Que ces deux

hommes-là se parlent, très bien...

Q - Vous y croyez ? Est-ce que vous y croyez ?

R - Maintenant il faut le vérifier. Maintenant il faut le mettre en oeuvre. Il y a déjà eu dans le passé, des actes qui ont été posés, de dénucléarisation par la Corée du Nord, par le père de Kim Jong-un, et cela n'a pas abouti. Donc, aujourd'hui, tant mieux, bonne nouvelle, prenons-la comme telle, mais faisons en sorte que ce principe de dénucléarisation, qui a été affiché dans le compte rendu de ce sommet, soit réellement irréversible et vérifiable. Irréversible et vérifiable. Alors on va voir comment cela va se mettre en oeuvre.

Q - Très bien. Est-ce que cela donne la tentation à la France de reconnaître la Corée du Nord ? Comme d'autres pays européens.

R - Nous n'en sommes pas là, cela vient d'arriver, regardons précisément comment se mettra en oeuvre cette dénucléarisation, comment se mettra en oeuvre ce rapprochement entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, comment se mettra en oeuvre aussi le respect des droits de l'Homme en Corée du Nord, et à ce moment-là on verra bien. Ne précipitons pas les choses, mais bonne nouvelle, et en même temps, nous demandons les vérifications.

Q - Mais en même temps, pour la Corée du Nord, Donald Trump, a conforté, légitimé, une dictature totalitaire, un pays verrouillé et un Etat policier.

R - Cela montre le côté invraisemblable de la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui, puisqu'il n'y a plus de puissance qui assure la responsabilité mondiale. Les Etats-Unis se retirent de cette responsabilité et c'est une situation qui devient confuse et qui peut angoisser.

Q - Je mets une parenthèse qui peut angoisser. Le président de la République organise une visite de deux jours, là, maintenant, hors de Paris, en Charente-Maritime et en Vendée, à l'occasion du centenaire de la fin de la guerre 14-18. En Vendée, il va rendre hommage naturellement à Georges Clemenceau, l'amoureux inconditionnel de la France, et en même temps le chef de guerre. Est-ce qu'aujourd'hui il faut les qualités de temps de guerre ?

R - Oui, il faut les qualités d'anticipation, il faut les qualités de vision. Et la principale réponse aux enjeux que j'évoquais tout à l'heure, que ce soit l'enjeu migratoire ou que ce soit la déconstruction des règles qui géraient le monde jusqu'à présent, la seule réponse c'est l'Europe, et la seule réponse c'est l'initiative européenne, et la seule réponse c'est l'initiative franco-allemande. Le pôle de stabilité de demain, c'est l'Europe, et le pôle de stabilité dans l'Europe c'est le renforcement du lien franco-allemand et c'est ce à quoi nous nous employons, et le président de la République en premier lieu.

Q - Et vous avez dit qu'il faut aujourd'hui la vision, l'esprit de résistance, etc. Est-ce que vous faites le portrait d'Emmanuel Macron ?

R - D'une certaine manière, les temps ont changé.

Q - Il n'est pas Clemenceau, il ne dit pas "je fais la guerre, je fais la guerre", mais il dit...

R - Je réforme et je mets en oeuvre le fait que la France soit leadership en Europe, et je mets en oeuvre le fait que l'Europe soit le pôle de stabilité dans ce monde incertain.

Q - Vous avez évoqué tout à l'heure le fiasco du G7 au Canada, la déclaration G7 est morte, il a déchiré, je ne sais pas si c'est plus qu'un caprice ou pas. Le président de la République vous a raconté, parce que vous étiez en Afrique, ses efforts et les péripéties du G7 au Canada. Est-ce qu'il en est revenu troublé, agacé ? Et même s'il cache sa colère, fâché ?

R - Je crois que le président de la République a été surpris de l'attitude de Trump. Parce que le G7 s'était plutôt bien déroulé, les efforts du président Macron pour faire en sorte que les Européens restent unis et que les engagements du G7 sur le climat, sur la sécurité mondiale, sur le nucléaire, sur le commerce, puissent être identifiés et approuvés par tous, ses efforts ont été importants, il pensait avoir abouti et il a été surpris de la réaction du président Trump, oui c'est vrai. Fâché, je ne sais pas, mais surpris sûrement.

Q - Et est-ce qu'il ne se dit pas : à quoi ça sert de faire ami-ami avec un Donald Trump qui n'épargne personne et ne respecte rien, même pas ses amis ?

R - Je crois qu'il faut continuer à parler avec le président Trump, avec les Etats-Unis d'Amérique, rien ne sert de refuser le dialogue, mais il faut être aussi très ferme dans nos positions, c'est ce qu'a toujours fait Emmanuel Macron, y compris dans les périodes qui étaient plutôt affectueuses. Je l'accompagnais dans son déplacement à Washington, la fermeté et la clarté des positions d'Emmanuel Macron a été totale, d'où l'opposition sur un certain nombre de gros sujets avec des Etats-Unis, il faut les assumer, mais aussi considérer les conséquences que cela entraîne, et donc la conséquence sur l'Europe, je le redis.

Q - Rapidement, deux ou trois questions qui suscitent l'inquiétude, dont vous parliez tout à l'heure. Donald Trump combat l'Iran est-ce qu'il veut la chute du régime de l'Iran ? Et d'autre part, il y a l'accord pour les Européens, est-ce que l'accord qui a été si difficile à négocier sur le nucléaire militaire de l'Iran, peut vivre sans Donald Trump ?

R - Il vit. Cet accord n'a plus la participation américaine, mais cet accord continue. Il n'y avait pas d'ailleurs que les Européens, il y a aussi la Russie et la Chine. Tous restent acteurs de cet accord, parce qu'il est essentiel pour éviter que l'Iran n'accède à l'arme nucléaire. On se réjouit de constater que Kim Jong-un veut renoncer à l'arme nucléaire, qu'il a, et là on veut empêcher l'application d'un traité qui fait en sorte que l'Iran ne puisse pas accéder à l'arme nucléaire. C'est un peu contradictoire.

Q - Mais on peut le faire vivre sans lui ? On peut le faire vivre sans l'Amérique ?

R - Oui, on peut le faire vivre sans l'Amérique. Il faut le faire vivre sans l'Amérique, il faut que les acteurs de la signature de l'accord de Vienne fassent en sorte que l'Iran puisse bénéficier des dividendes de cet accord, ce qui veut dire qu'il faut mettre en place un instrument financier permettant à l'Iran de faire en sorte, en particulier, que sa production pétrolière en particulier puisse fonctionner normalement.

Mais nous avons avec l'Iran d'autres points de contentieux qu'il faut mettre sur la table, et nous les mettons sur la table. Je suis allé à Téhéran l'autre jour, où on parle à la fois du maintien de ce traité, parce qu'il en va de notre sécurité, mais où on parle aussi du fait que l'Iran développe une capacité de production de missiles insupportable, qui met en danger l'ensemble de la région...

Q - Et puis qui est présent en Syrie, au Yémen, à travers le Hezbollah au Liban...

R - ... il agit en Syrie, il agit au Yémen et il agit au Liban, et ça ce n'est pas supportable. Il faut donc mettre sur la table ces enjeux-là pour avoir un accord général de pacification d'une région qui en a bien besoin.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous donnez les clefs pour comprendre un peu le monde aujourd'hui. Vous êtes un visiteur assidu et respecté des pays du Golfe, qui sont divisés à cause justement de l'Iran conquérant. En Arabie saoudite, MBS, Mohamed Ben Salmane se montre de moins en moins, on dit qu'il a disparu, qu'est-ce qu'il faut penser du mystère de MBS ?

R - Je ne sais pas, je n'ai pas le sentiment qu'il y ait un mystère MBS. Ce que je constate, c'est qu'en Arabie saoudite, ce prince...

Q - Vous avez de ses nouvelles, il est là, il est vivant, il est au pouvoir ?

R - Je ne lui téléphone pas tous les jours, mais je n'ai pas de raison de remettre, de m'interroger sur la réalité de son action. Simplement, ce que je fais remarquer, c'est que Mohamed Ben Salmane a engagé en Arabie saoudite, un ensemble de réformes considérables, il veut moderniser son pays, il veut renoncer...

Q - Mais vous avez des preuves de son existence au pouvoir aujourd'hui ?

R - Il veut renoncer à ce que la rente pétrolière soit le seul vecteur économique de l'Arabie saoudite et le seul vecteur qui permette à la population de vivre. Il veut transformer ce pays en permettant aux femmes d'accéder progressivement à l'égalité. On en est loin, mais il pose des actes et peut-être que ces actes-là ne sont pas acceptés par tous. En tout cas, cette détermination-là, il faut la soutenir, c'est indispensable.

Q - Très bien, donc vous dites qu'il est au pouvoir, toujours. Vous n'avez pas de doute.

R - Je n'ai pas...

Q - Dernière remarque, avec vos déplacements, sans arrêt, incessants, vous êtes loin de la politique domestique, de la politique intérieure, mais simplement, est-ce que vous restez toujours un défenseur des valeurs sociales et humaines de gauche, dans un gouvernement qui est de plus en plus critiqué parce qu'il va vers la droite ? Ou est-ce qu'il peut être en même temps, de droite, de gauche... ?

R - J'ai rejoint Emmanuel Macron bien avant le premier tour, parce qu'il me paraissait le seul à lutter contre les extrêmes, à permettre une stratégie européenne, à permettre à la France de se réformer. Je suis convaincu de cette détermination. Je ne regrette absolument pas d'avoir fait ce choix, je me sens tout à fait à l'aise dans ce gouvernement, même si parfois il peut être nécessaire d'expliquer davantage, je pense en particulier au débat qui va avoir lieu aujourd'hui, sur la lutte contre les inégalités et le fait de lutter contre la pauvreté, il faut sans doute adapter nos outils aux nouvelles situations, mais les enjeux du respect des plus faibles, sont toujours au rendez-vous.

Q - Merci d'être venu.

R - Merci./.